



Reculer l'âge de départ à 64 ans, c'est 2 ans de liberté en moins



La réforme portée par le gouvernement, sous prétexte de sauver le système actuel par répartition, se traduirait par 2 ans ferme de travail en plus pour tous. Une mesure punitive donc mais surtout injustifiée financièrement et particulièrement brutale pour les travailleurs et travailleuses.

L'équilibre du système des retraites serait en grand péril : **FAUX**

- ➔ Le Conseil d'orientation des retraites (COR) le dit clairement : « *les résultats de (son) rapport ne valident pas le bien-fondé des discours qui mettent en avant l'idée d'une dynamique non contrôlée des dépenses de retraite* ».
- ➔ Le déficit en 2027 devrait se situer aux alentours de **12 milliards d'euros**, ce qui représente moins de **3 %** du budget global des retraites : un chiffre à faire pâlir d'envie le ministère des finances et des comptes publics.

Il n'y a qu'un seul choix possible : allonger la durée de travail de 2 ans : **FAUX**

L'UNSA ne balaie pas d'un revers de main la nécessité de financer les retraites à hauteur des besoins, des enjeux et des évolutions démographiques. Mais il existe d'autres moyens d'y parvenir.

Les propositions de l'UNSA

- 1 augmenter les cotisations sociales des employeurs** : **1%** d'augmentation c'est plus de **7 milliards d'euros** de recettes supplémentaires pour le système de retraite ;
- 2 en finir avec les baisses de cotisations sociales familiales** pour les salaires allant jusqu'à 3,5 SMIC. Cette mesure coûte chaque année **4 milliards d'euros** pour un bénéfice nul sur l'emploi et la productivité. Que l'État verse cette somme au système de retraite et non aux employeurs !
- 3 favoriser l'emploi des seniors** en contraignant les entreprises à négocier des accords seniors. Augmenter de **10 points** l'emploi des seniors c'est près de **50 milliards d'euros** de recettes supplémentaires pour les retraites ;
- 4 résorber les inégalités salariales entre les hommes et les femmes** permettrait de dégager plus de **5 milliards d'euros** de cotisations sociales supplémentaires pour le régime général.

Pour l'UNSA, les propositions et les solutions pour traiter efficacement et durablement le dossier des retraites ne manquent pas. Le gouvernement refuse de les entendre. Si ce dernier est prêt à discuter, nous le sommes aussi. S'il continue à s'entêter, il peut compter sur notre engagement sans faille à contrer cette réforme.

